

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2015/27006]

23 DECEMBRE 2014. — Arrêté ministériel fixant les modalités de mise en œuvre et de contrôle de la bonne exécution des contrats d'épandage et des documents de suivi

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,

Vu le Chapitre IV du Livre II du Code de l'Environnement, les articles D. 167 et D. 177, modifié par le décret du 31 mai 2007;

Vu l'article R. 211, § 8, du Livre II du Code de l'Environnement, remplacé par l'arrêté du 13 juin 2014;

Vu l'avis 56.572/2/V du Conseil d'Etat, donné le 20 août 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes, établi en application du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du 4 décembre 2014 de la Commission consultative de l'Eau;

Considérant la nécessité de fixer les modalités de mise en œuvre des contrats d'épandage et des documents de suivi,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 91/676/CE du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

Art. 2. Les contrats d'épandage et les documents de suivi instaurés par l'article R. 211 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau répondent au prescrit du présent arrêté.

Art. 3. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « cédant » : la personne, physique ou morale, qui cède des fertilisants organiques à un preneur;

2^o « preneur » : la personne, physique ou morale, qui accepte les fertilisants organiques du cédant;

3^o « administration » : la Direction de la Protection des Sols de la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

Art. 4. § 1^{er}. Selon que l'échange porte sur des effluents d'élevage déjà existants ou sur des effluents d'élevage produits au cours du pâturage chez le preneur, le contrat d'épandage établi sur un support papier est réalisé selon le modèle fixé par l'annexe 1^{re} ou par l'annexe 2. Le contrat d'épandage établi sous forme électronique reprend les mêmes informations.

§ 2. Le contrat mentionne, outre les mentions prévues à l'article R. 211, § 3, du Code de l'Eau, les noms et adresses du preneur et du cédant, leurs numéros de producteur lorsqu'il s'agit d'exploitants agricoles demandeurs d'aides et porte les signatures des parties contractantes.

L'absence de l'un de ces éléments empêche la prise en compte de ce contrat par l'administration.

§ 3. Par le contrat, le cédant s'engage à transférer physiquement la quantité de fertilisants organiques spécifiée dans celui-ci au preneur, qui s'engage à en accepter la propriété.

§ 4. Les fertilisants organiques autres que les effluents d'élevage font l'objet d'un contrat reprenant les mentions prévues à l'article R. 211, § 3, du Code de l'Eau.

Art. 5. § 1^{er}. Lorsque le contrat d'épandage, portant sur des effluents d'élevage, est établi sous forme électronique, il est imprimé en deux exemplaires après sa communication par le cédant à l'adresse électronique mise à disposition à cette fin par l'administration. Cette version imprimée est signée par les deux parties. L'un des exemplaires signés est détenu par le cédant et l'autre par le preneur. Le contrat peut prendre cours le jour de sa communication à l'administration.

Le contrat d'épandage établi sous forme électronique a la même durée que le contrat d'épandage établi sur un support papier, telle qu'établie par l'article R.211 du Code de l'Eau, à savoir un an minimum et trois ans maximum.

§ 2. Le cédant met l'exemplaire signé du contrat à la disposition de l'administration, immédiatement et sur simple demande. Il le conserve durant trois ans après l'expiration du contrat.

§ 3. Aucun transfert de fertilisants organiques ne peut être réalisé avant la prise en cours du contrat.

L'ensemble des transferts porte sur la matière prévue par le contrat et durant la durée de validité de celui-ci.

Art. 6. § 1^{er}. Chacune des parties peut mettre fin unilatéralement au contrat moyennant un préavis notifié par recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

L'administration reçoit copie de ce préavis.

La durée minimale du préavis est d'un an hormis cas de force majeure ou événement imprévisible et indépendant de la volonté du cédant ou du preneur.

Dans cette hypothèse, le cas de force majeure ou l'événement est signalé par écrit à l'autre partie dans les trois mois où il est intervenu.

§ 2. En cas d'irrégularité constatée dans l'exécution de ce contrat, l'administration en est avertie sans délai.

Art. 7. § 1^{er}. Le document de suivi accompagne le transfert de fertilisant organique du cédant vers le preneur.

§ 2. Le document de suivi portant sur le transfert d'effluents d'élevage est établi sur un support papier ou sous forme électronique.

Il se compose :

- d'un volet de notification préalable du transfert d'une certaine quantité d'effluents d'élevage faisant l'objet d'un contrat d'épandage, dont le modèle est établi à l'annexe 3;

- d'un volet de notification postérieure servant à confirmer que la quantité d'effluents d'élevage a bien été transférée, dont le modèle est établi sur la même annexe.

Le document établi sous forme électronique reprend les mêmes informations que celui établi sur un support papier et contient les informations connues de l'administration et pré-encodées par celle-ci.

§ 3. Le document de suivi portant sur le transfert d'autres fertilisants organiques est établi sous forme électronique.

Il se compose :

- d'un volet de notification préalable du transfert d'une certaine quantité de fertilisants organiques faisant l'objet d'un contrat d'épandage, dont le modèle est établi à l'annexe 4;

- d'un volet de notification postérieure servant à confirmer que la quantité de fertilisants organiques a bien été transférée, dont le modèle est établi sur la même annexe.

Art. 8. Lorsque le document de suivi est établi sur un support papier, le volet de notification préalable dûment complété est transmis par télécopie deux jours ouvrables avant le transfert à l'administration.

Lorsque le document de suivi est établi sous forme électronique, le volet de notification préalable est transmis à l'administration avant le début du transfert et au moins 3 heures avant le début du transfert en cas de lisier destiné à être stocké à la ferme.

Une copie du document de suivi dont le volet de notification préalable est complété, est placée dans chaque véhicule opérant le transfert entre le cédant et le preneur.

Art. 9. § 1^{er}. Après le transfert, le volet de notification postérieure est complété sous forme électronique ou sur un support papier.

Outre la déclaration de confirmation que le transfert a eu lieu selon les modalités confirmées, le volet de notification postérieure mentionne les quantités réellement transportées.

§ 2. Lorsque le volet de notification postérieure du document de suivi est complété sur un support papier, il est transmis à l'administration par courrier ou par télécopie dans les formes prescrites par l'article R. 211, § 5, du Code de l'Eau.

L'article R. 211, § 6, du Code de l'Eau est d'application en l'absence des renseignements repris au paragraphe premier, ainsi qu'en l'absence de leur transmission dans les délais prescrits.

§ 3. Lorsque le volet de notification postérieure du document de suivi est complété de manière électronique, il est imprimé et signé par les deux parties.

Aux fins de vérification, le cédant met l'exemplaire signé du document de suivi à la disposition de l'administration, immédiatement et sur simple demande. Il le conserve selon le prescrit de l'article R. 211, § 5, du Code de l'Eau.

§ 4. L'administration peut vérifier la réalité du transfert ainsi notifié à tout moment et par tout moyen qu'elle jugera utile.

Art. 10. L'administration envoie chaque année aux exploitations agricoles cédantes visées à l'article R. 211, § 7, du Code de l'Eau une attestation de dispense des obligations visées à l'article R. 211, §§ 5 et 6, selon le modèle repris à l'annexe 5. Une copie de cette attestation est transmise au preneur à la signature du contrat. Une copie de l'attestation doit être présentée sur simple demande.

Art. 11. Les contrats conclus avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent valides jusqu'à leur échéance et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2017, ou jusqu'à leur résiliation par l'une des deux parties, selon les modalités fixées à l'article 4.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté relatif à l'utilisation des composts et des digestats sur ou dans les sols, les fertilisants organiques autres que les effluents d'élevage ne doivent pas faire l'objet d'un contrat tel que prévu à l'article 4, § 4.

Namur, le 23 décembre 2014.

ANNEXE 1

CONTRAT D’EPANDAGE DE FERTILISANTS ORGANIQUES

Référence du contrat : (administration)

Entre d’une part, le cédant

Et d’autre part, le preneur

Agissant comme : Agriculteur <input type="checkbox"/> Inst. de traitement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/>	Agissant comme : Agriculteur <input type="checkbox"/> Inst. de traitement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/>
Nom, prénom, société :	Nom, prénom, société :
N° de producteur : [][][][][][][][][][][] - [][][]	N° de producteur : [][][][][][][][][][][] - [][][]
N° de TVA ou N° de BCE :	N° de TVA ou N° de BCE :
Adresse :	Adresse :
CP : Localité :	CP : Localité :
Tél : Fax:	Tél : Fax:

Quantité de fertilisants organiques à transférer

Le contrat porte annuellement sur les quantités suivantes (estimation à faire à l'aide du tableau repris au verso)

[][][][][]	Kilos d’azote, correspondant à	[][][][][][]	tonnes de ¹	Code	[][]
[][][][][]	Kilos d’azote, correspondant à	[][][][][][]	tonnes de ¹	Code	[][]
[][][][][]	Kilos d’azote, correspondant à	[][][][][][]	tonnes de ¹	Code	[][]

Période de validité

Le présent contrat prend cours à la date du : [][] / [][] / 20 [][] et est conclu pour une période de [] ans (minimum 1 an et maximum 3 ans)

¹ Type d’effluent

Signature des contractants

Le preneur et le cédant s'engagent à respecter toutes les prescriptions les concernant en matière de gestion de l'azote et les conditions générales relatives aux contrats d'épandage définies par l'arrêté ministériel du [date] fixant les modalités de mise en œuvre et de contrôle des contrats d'épandage et des documents de suivi.

Fait à	le	
Le cédant		Le preneur

Note : Chacune des parties peut mettre fin unilatéralement au contrat moyennant un préavis notifié par recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

L'Administration reçoit copie de ce préavis.

La durée minimale du préavis est d'un an hormis en cas de force majeure ou d'événement imprévisible et indépendant de la volonté du cédant ou du preneur.

En cas de litige, les juridictions territorialement compétentes sont celles désignées par le Code judiciaire.

Tableau indicatif de la composition azotée moyenne des effluents d'élevage et codes associés

Fumier			Lisier ou fientes		
Catégories d'animaux	N (kg/t)	Code	Catégories d'animaux	N (kg/t)	Code
Bovins	5,9	11	Bovins	4,4	21
Ovins	6,7	12	Porcins	6,0	22
Porcins	6,0	13	Volailles		
Litière biomatrisée de porcins	10,5		Fientes humides	15	
Caprins	6,1	17	Fientes préséchées	22	31
Equins	8,2	14	Fientes séchées	35	32
Volailles	26,7	15	Lapins	8,5	33
		16			34
Fumiers analysés		19	Fientes analysées		39
Purin			Compost de fumier		
Catégories d'animaux	N (kg/t)	Code	Catégories d'animaux	N (kg/t)	Code
Bovins	2,4		Bovins	6,1	51
Stabulation entravée		41	Composts analysés		59
Jus d'écoulement de fumière	0,6	42			
Purins analysés		49	Autres fertilisants		99

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 décembre 2014 fixant les modalités de mise en œuvre et de contrôle de la bonne exécution des contrats d'épandage et des documents de suivi.

Namur, le 23 décembre 2014.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des transports, des Aéroports et du Bien-être Animal,
C. DI ANTONIO

ANNEXE 2
CONTRAT DE PATURAGE D'ANIMAUX

Référence du contrat : (administration)

Entre d'une part, le cédant	Et d'autre part, le preneur
Agissant comme agriculteur	Agissant comme : Agriculteur <input type="checkbox"/> , Autre <input type="checkbox"/>
Nom, prénom, société :	Nom, prénom, société :
N° de producteur : -	N° de producteur : -
N° de TVA ou N° de BCE :	N° de TVA ou N° de BCE :
Adresse :	Adresse :
CP : Localité :	CP : Localité :
Tél : Fax:	Tél : Fax:

Quantité de fertilisants organiques transférée par le pâturage des animaux.

Le contrat porte sur (estimation à faire à l'aide du tableau repris au verso)

<p>Nombre d'animaux faisant l'objet du pâturage :</p> <p>Type d'animaux (Bovins, ovins, caprins, chevaux, autres)</p> <p>Début de la période de pâturage :</p> <p>Durée en jours (inférieure à 365):</p> <p>Quantité d'azote échangée (en kilos d'azote) :</p> <p>Situation des prairies pâturées (Au choix : N° de parcelle de dernière déclaration de superficies ou coordonnées géographiques ou adresse de la parcelle (rue ou lieu-dit, CP et localité) :</p>	<p>.....animaux</p> <p>.....</p> <p>Le...../...../20.....</p> <p>.....jours</p> <p>.....kilos d'azote</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
---	--

Période de validité

Le présent contrat prend cours à la date du :

		/			/	20		
--	--	---	--	--	---	----	--	--

et est conclu pour une période de

--	--	--	--	--	--	--	--	--

ans (minimum 1 an et maximum 3 ans)

Signature des contractants

Le preneur et le cédant s'engagent à respecter les conditions générales relatives aux contrats de pâturage définies par l'arrêté ministériel fixant les modalités de mise en œuvre et de contrôle des contrats d'épandage et des documents de suivi. En aucun cas ce contrat ne constitue un bail à ferme.

<p>Fait à _____ le _____</p> <p>Le cédant</p>	<p>Le preneur</p>
---	-------------------

Tableau 1 : Calcul des quantités d'azote transférées par contrat de pâturage

Types d'animaux	Excrétion d'azote/an (a)	Nombre d'animaux (b)	Date entrée chez preneur (c)	Date sortie du preneur (d)	Nombre jours chez preneur (e)	Azote transféré = (b) x (a)/365 x (e)
	kg N/tête.an					
Vache laitière	90					
Vache allaitante	66					
Vache de réforme	66					
Autre bovin de plus de 2 ans	66					
Bovin de moins de 6 mois	10					
Génisse de 6 à 12 mois	28					
Génisse de 1 à 2 ans	48					
Taurillon de 6 à 12 mois	25					
Taurillon de 1 à 2 ans	40					
Ovin et caprin de moins d'1 an	3,3					
Ovin et caprin de plus d'1 an	6,6					
Equin de plus de 600 kg	65					
Equin entre 200 et 600 kg	50					
Equin de moins de 200 kg	35					
	kg N/place.an					
Truie et truie gestante	15					
Verrat	15					
Porc à l'engrais et cochette	7,8					
Porc à l'engrais et cochette sur litière biomatrisée	4,5					
Porcelet (de 4 à 10 semaines)	1,9					
Poulet de chair (40 jours)	0,27					
Poule pondeuse ou reproductrice (343 jours)	0,60					
Poulette (127 jours)	0,27					
Coq de reproduction	0,43					
Canard (75 jours)	0,43					
Oie (150 jours)	0,43					
Dinde, dindon (85 jours)	0,81					
Pintade (79 jours)	0,27					
Lapin mère (naissage+ engraissement)	3,6					
Lapins à l'engrais	0,32					
Autruche et émeu	3					
Caille	0,04					
Animaux faisant l'objet d'une dérogation et dont les effluents ont été analysés (porc et volaille uniquement)	Quantité (kg N) mentionnée dans la dérogation					
Total des quantités transférées						

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 décembre 2014 fixant les modalités de mise en œuvre et de contrôle de la bonne exécution des contrats d'épandage et des documents de suivi.

Namur, le 23 décembre 2014.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être Animal,
C. DI ANTONIO

ANNEXE 4
**DOCUMENT DE MOUVEMENT DE MATIERES ORGANIQUES AUTRES QUE
 DES EFFLUENTS D'ELEVAGE**

Référence du document :

Volet notification préalable

Producteur/Cédant : (N° producteur, société, adresse, tél)	Destinataire/Preneur : (N° producteur, société, adresse, tél)
Transporteur: (société, adresse, tél)	
Données transport: date transport : _____ Nombre de transport : _____ Quantité prévue par transport: _____ tonnes Quantité totale prévue : _____ tonnes Teneur en azote : Kg N/t Quantité prévue en azote : kg N Destination première: Epandage <input type="checkbox"/> Stockage au champ <input type="checkbox"/> Stockage à la ferme <input type="checkbox"/> Autre :	
Données sur la matière : Numéro Certificat utilisation : _____ Type de matière : _____ Mode d'utilisation : _____ N° lot : _____ Numéro bulletin analyse : _____ Données analytiques : _____ Dose épandage réglementaire : _____ tonnes par ha Dose préconisée : _____ tonnes par ha Recommandations d'utilisation préconisées par le producteur : _____ Restrictions d'utilisation prévues par le certificat d'utilisation : _____ Restrictions d'utilisation complémentaire : _____	

Volet notification postérieure

Quantité réellement transportées en tonnes :	tonnes correspondant à	kg N
--	------------------------	------

Signature des contractants⁷

Fait à _____ le _____ Le producteur	Pour réception des quantités Le destinataire
--	---

⁷ Le document de mouvement signé par les deux parties est conservé par le producteur et servira d'élément probant de la réalisation effective du mouvement.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 décembre 2014 fixant les modalités de mise en œuvre et de contrôle de la bonne exécution des contrats d'épandage et des documents de suivi.

Namur, le 23 décembre 2014.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
 de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être Animal,
 C. DI ANTONIO

ANNEXE 5

**ATTESTATION DESTINEE AUX EXPLOITATIONS PRODUCTRICES D'AZOTE
N'AYANT JAMAIS PRODUIT PLUS DE 2.500 KG D'AZOTE**

L'exploitation agricole suivante :

- Numéro de producteur :
- Numéro de TVA :
- Adresse :
- CP :
- Localité :

peut-être considérée comme une exploitation agricole productrice d'azote n'ayant jamais produit plus de 2.500 kg d'azote au regard de l'article R. 211, §7, du Code de l'Eau.

La présente attestation est valide du 01 avril au 31 mars

Pour ce qui concerne la cession d'effluents produits par son exploitation, cette attestation dispense cet exploitant de l'établissement du document de suivi défini par l'article R. 211 §5.

Par dérogation à l'article R. 211 §6, la prise en compte des quantités échangées dans le cadre d'un contrat établi en qualité de cédant par l'exploitant détenteur de la présente attestation seront égales aux quantités renseignées par le contrat d'épandage de fertilisants organiques.

Les quantités échangées reprises au contrat seront comptabilisées pour la campagne de calcul des taux de liaison au sol incluant la date de prise en cours du contrat.

Une copie de cette attestation est transmise au preneur à la signature du contrat. Une copie de cette attestation doit être présentée sur simple demande.

Le Directeur de la Direction de la Protection des Sols

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 décembre 2014 fixant les modalités de mise en œuvre et de contrôle de la bonne exécution des contrats d'épandage et des documents de suivi.

Namur, le 23 décembre 2014.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être Animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2015/27006]

23. DEZEMBER 2014 — Ministerialerlass zur Festlegung der Modalitäten zur Umsetzung und Überprüfung der ordnungsgemäßen Durchführung von Ausbringungsverträgen und Kontrolldokumenten

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz,

Aufgrund des Kapitels IV von Buch II des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.167 und D.177 in der durch das Dekret vom 31. mai 2007 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des durch den Erlass vom 13. juni 2014 ersetzten Artikels R.211, § 8 von Buch II des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des am 20. August 2014 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, Ziffer 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 56.572/2/V;

Aufgrund des Berichts zur Beurteilung der Auswirkungen der Maßnahmen auf die jeweilige Situation der Männer und Frauen, der in Anwendung des Dekrets vom 11. april 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im september 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des Gutachtens vom 4. Dezember 2014 des Beratungsausschusses für Wasser;

In Erwägung der Notwendigkeit, dass die Durchführungsmodalitäten für Ausbringungsverträge und Kontrolldokumente festgelegt werden,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch diesen Erlass wird die Richtlinie 91/676/EWG des Rates vom 12. Dezember 1991 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Die Ausbringungsverträge und Kontrolldokumente, so wie sie durch Artikel R.211 von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, eingeführt wurden, entsprechen den Vorschriften dieses Erlasses.

Art. 3 - Für die Anwendung dieses Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Übergebender": die natürliche oder juristische Person, die organische Düngemittel an einen Übernehmer abgibt;

2° "Übernehmer": die natürliche oder juristische Person, die die organischen Düngemittel des Übergebenden entgegennimmt;

3° "Verwaltung": die Direktion des Bodenschutzes der Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt.

Art. 4 - § 1. Je nachdem, ob sich der Austausch auf bereits vorhandenen Tierdung bezieht oder auf Tierdung, der während der Beweidung beim Übernehmer erzeugt wird, wird der in Papierform erstellte Vertrag nach dem Muster abgeschlossen, das durch Anlage 1 bzw. durch Anlage 2 festgelegt wird. Der Vertrag in elektronischer Form enthält die gleichen Informationen.

§ 2. Der Vertrag umfasst neben den in Artikel R.211, § 3 des Wassergesetzbuches vorgesehenen Angaben auch den Namen und die Anschrift des Übernehmers und des Übergebenden sowie ihre Erzeugernummern, wenn sie Beihilfen beantragende landwirtschaftliche Betriebsleiter sind, und trägt die Unterschrift der Vertragsparteien.

Fehlt eines dieser Elemente, so kann der Vertrag nicht von der Verwaltung berücksichtigt werden.

§ 3. Durch den Vertrag verpflichtet sich der Übergebende, die darin vereinbarte Menge organischer Düngemittel dem Übernehmer physisch zu übertragen, der sich seinerseits verpflichtet, sie als seinen Besitz anzunehmen.

§ 4. Andere organische Düngemittel als Tierdung sind Gegenstand eines Vertrags, in dem die in Artikel R.211 § 3 des Wassergesetzbuches vorgesehenen Informationen angegeben sind.

Art. 5 - § 1. Falls der Vertrag zur Ausbringung von Tierdung in elektronischer Form abgeschlossen wird, ist er in zwei Exemplaren auszudrucken, nachdem er an die E-Mail-Adresse versandt worden ist, die zu diesem Zweck von der Verwaltung zur Verfügung gestellt wird. Diese gedruckte Fassung wird von beiden Parteien unterzeichnet. Eine der unterschriebenen Ausfertigungen wird vom Übergebenden und die andere vom Übernehmer aufbewahrt. Der Vertrag kann am Datum seiner Übermittlung an die Verwaltung in Kraft treten.

Der in elektronischer Form geschlossene Ausbringungsvertrag hat die gleiche Laufzeit wie die des in Papierform geschlossenen Ausbringungsvertrags, die in Artikel R.211 des Wassergesetzbuches festgesetzt ist, nämlich wenigstens ein Jahr und höchstens drei Jahre.

§ 2. Auf einfache Anforderung der Verwaltung hat der Übergebende ihr die unterschriebene Ausfertigung des Vertrags unverzüglich zur Verfügung zu stellen. Nach Vertragsablauf bewahrt er sie noch drei Jahre lang auf.

§ 3. Vor Beginn der Vertragslaufzeit darf keine Verbringung von organischen Düngemitteln stattfinden.

Alle Verbringungen beziehen sich im Rahmen der Gültigkeitsdauer auf den im Vertragsinhalt vorgesehenen Gegenstand.

Art. 6 - § 1. Jede Partei kann den Vertrag vorbehaltlich eines per Einschreiben oder auf allen sonstigen Wegen, durch die ein sicher feststehendes Datum verleih werden kann, zuzustellenden Kündigungsschreibens einseitig kündigen.

Die Verwaltung erhält eine Abschrift dieses Kündigungsschreibens.

Außer in Fällen höherer Gewalt oder unvorhersehbarer Ereignisse, die sich dem Einfluss des Übergebenden oder des Übernehmers entziehen, beträgt die Mindestkündigungsfrist ein Jahr.

Falls derartige Fälle höherer Gewalt oder Ereignisse vorkommen, sind sie innerhalb von drei Monaten nach dem Zeitpunkt, zu dem sie eingetreten sind, der anderen Partei mitzuteilen.

§ 2. Im Falle einer bei der Ausführung des Vertrags festgestellten Unregelmäßigkeit, wird die Verwaltung unverzüglich darüber unterrichtet.

Art. 7 - § 1. Das Kontrolldokument begleitet die Verbringung organischer Düngemittel vom Übergebenden an den Übernehmer.

§ 2. Das Kontrolldokument für die Verbringung von Tierdung wird in Papier- oder in elektronischer Form erstellt.

Es setzt sich aus folgenden Abschnitten zusammen:

- einem Abschnitt für die Vormeldung der Verbringung einer bestimmten Menge von Tierdung als Gegenstand eines Ausbringungsvertrags, dessen Muster in der Anlage 3 festgelegt ist;

- einem Abschnitt für die nachträgliche Meldung, dessen Muster in derselben Anlage festgelegt ist und der zur Bestätigung dient, dass die Verbringung der betreffenden Menge Tierdung tatsächlich erfolgt ist.

Das in elektronischer Form erstellte Dokument enthält die gleichen Informationen wie das Papierdokument, und darin stehen die Angaben, die der Verwaltung bereits bekannt waren und mit denen diese das Dokument vorausfüllt.

§ 3. Das Kontrolldokument für die Verbringung von sonstigen organischen Düngemitteln wird in Papier- oder in elektronischer Form erstellt.

Es setzt sich aus folgenden Abschnitten zusammen:

- einem Abschnitt für die Vormeldung der Verbringung einer bestimmten Menge organischer Düngemittel als Gegenstand eines Ausbringungsvertrags, dessen Muster in der Anlage 4 festgelegt ist;

- einem Abschnitt für die nachträgliche Meldung, dessen Muster in derselben Anlage festgelegt ist und der zur Bestätigung dient, dass die Verbringung der betreffenden Menge organischer Düngemittel tatsächlich erfolgt ist.

Art. 8 - Wenn das Kontrolldokument in Papierform erstellt wird, ist der ordnungsgemäß ausgefüllte Abschnitt zur Vormeldung zwei Werktage vor der Verbringung der Verwaltung durch Fernkopie zu übermitteln.

Wenn das Kontrolldokument in elektronischer Form erstellt wird, ist der Abschnitt zur Vormeldung vor Beginn der Verbringung bzw. spätestens 3 Stunden davor im Falle von Gülle, die zur Lagerung auf dem Hof bestimmt ist, der Verwaltung zu übermitteln.

Eine Abschrift des Kontrolldokuments mit ausgefülltem Abschnitt zur Vormeldung ist in jedem Fahrzeug vorhanden, das für die Verbringung vom Übergebenden an den Übernehmer eingesetzt wird.

Art. 9 - § 1. Nach der Verbringung wird der Abschnitt zur nachträglichen Meldung in elektronischer oder in Papierform ausgefüllt.

Außer der Erklärung zur Bestätigung, dass die Verbringung gemäß den festgemachten Modalitäten verlaufen ist, werden im Abschnitt zur nachträglichen Meldung die tatsächlich beförderten Mengen angegeben.

§ 2. Wird im Kontrolldokument der Abschnitt zur nachträglichen Meldung in Papierform ausgefüllt, so ist er per Post oder Fernkopie nach den durch Artikel R.211, § 5 des Wassergesetzbuches vorgeschriebenen Formen an die Verwaltung zu richten.

Artikel R.211, § 6 des Wassergesetzbuches ist anwendbar, wenn die Angaben nach § 1 fehlen, und wenn sie nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist mitgeteilt werden.

§ 3. Wird im Kontrolldokument der Abschnitt zur nachträglichen Meldung in elektronischer Form ausgefüllt, so wird er ausgedruckt und von beiden Parteien unterzeichnet.

Zwecks Überprüfung hat der Übergebende auf einfache Anforderung der Verwaltung ihr die unterschriebene Ausfertigung des Kontrolldokuments unverzüglich zur Verfügung zu stellen. Er bewahrt sie gemäß den Vorschriften in Artikel R.211, § 5 des Wassergesetzbuches auf.

§ 4. Die Verwaltung kann jederzeit und durch jedes Mittel, das sie für sinnvoll hält, die Tatsächlichkeit der ihr gemeldeten Verbringung überprüfen.

Art. 10 - Jährlich schickt die Verwaltung den in Artikel R.211, § 7 des Wassergesetzbuches genannten übergebenden landwirtschaftlichen Betrieben eine Befreiungsbescheinigung für die in Artikel R., § 5 und § 6 vorgeschriebenen Verpflichtungen nach dem Muster in der Anlage 5 zu. Bei der Vertragsunterzeichnung erhält der Übernehmer eine Abschrift dieser Bescheinigung. Eine Abschrift der Bescheinigung ist auf einfache Anforderung vorzulegen.

Art. 11 - Die vor Inkrafttreten dieses Erlasses abgeschlossenen Verträge bleiben bis zu deren Ablauf und spätestens bis zum 31. Dezember 2017 oder ggf. bis zu ihrer Kündigung durch eine der beiden Parteien gemäß den in Artikel 4 festgelegten Modalitäten gültig.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2015 in Kraft.

Bis zum Inkrafttreten des Erlasses über die Verwendung von Komposten und Gärrückständen auf und in dem Boden brauchen die anderen organischen Düngemittel als Tierdung nicht Gegenstand eines in Artikel 4 § 4 vorgesehenen Vertrags zu sein.

Namur, den 23. Dezember 2014

ANLAGE 1

VERTRAG ZUR AUSBRINGUNG VON ORGANISCHEN DÜNGEMITTELN

Bezugszeichen des Vertrags:
(Verwaltung)

Zwischen dem
Übergebenden einerseits

Und dem Übernehmer
andererseits

In der Eigenschaft als: Landwirt <input type="checkbox"/> Behandlungsanlage <input type="checkbox"/> Sonstiges <input type="checkbox"/>	In der Eigenschaft als: Landwirt <input type="checkbox"/> Behandlungsanlage <input type="checkbox"/> Sonstiges <input type="checkbox"/>
Name, Vorname, Gesellschaft:	Name, Vorname, Gesellschaft:
Erzeugernummer: [] - [][][][][][][][][][][][][][]	Erzeugernummer: [] - [][][][][][][][][][][][][][]
MwSt.- oder ZDU-Nr.:.....	MwSt.- oder ZDU-Nr.:.....
Anschrift:.....	Anschrift:.....
PLZ:.....Gemeinde:.....	PLZ:.....Gemeinde:.....
Tel.:.....Fax:.....	Tel.:.....Fax:.....

Menge organischer Düngemittel, die zu übertragen ist

Der Vertrag bezieht sich jährlich auf folgende Mengen (die Einschätzung ist mit Hilfe der auf der Rückseite angeführten Tabelle zu machen)

[]	Kilo Stickstoff, entspricht	[]	Tonnen ¹Code	[][][]
[]	Kilo Stickstoff, entspricht	[]	Tonnen ¹Code	[][][]
[]	Kilo Stickstoff, entspricht	[]	Tonnen ¹Code	[][][]

Gültigkeitsperiode

Der vorliegende Vertrag läuft ab dem:

[] / [] / 20 []

und wird für einen Zeitraum von

[] Jahren (mindestens 1 Jahr und höchstens 3 Jahren) abgeschlossen

¹ Art der Abwässer

Unterschrift der Vertragsparteien

Der Übernehmer und der Übergabende verpflichten sich, alle Vorschriften, die sie in Sachen Bewirtschaftung des Stickstoffs betreffen, sowie die allgemeinen Bedingungen bezüglich der Ausbringungsverträge, sowie sie im Ministerialerlass vom 23. Dezember 2014 zur Festlegung der Modalitäten zur Umsetzung und zur Überprüfung der ordnungsgemäßen Ausführung von Ausbringungsverträgen und Kontrolldokumenten festgesetzt sind, einzuhalten.

<p>....., den</p> <p>Der Übergabende</p>	<p>Der Übernehmer</p>
--	-----------------------

Anmerkung: Jede der Vertragsparteien kann vorbehaltlich einer per Einschreiben oder durch jedes andere Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, zugestellten Kündigung einseitig dem Vertrag ein Ende setzen.

Die Verwaltung erhält eine Abschrift dieser Kündigung.

Die Kündigungsfrist beträgt wenigstens ein Jahr, außer im Falle höherer Gewalt oder eines unvorhersehbaren und vom Willen des Übergabenden oder Übernehmers unabhängigen Ereignisses.

Im Streitfall sind die zuständigen Gerichte diejenigen, die im Gerichtsgesetzbuch bestimmt sind.

Übersichtstabelle des durchschnittlichen Stickstoffgehalts der Tierzucht abwässer und entsprechende Codes

Mist			Gülle oder Kot		
Tierkategorien	N(kg/t)	Code	Tierkategorien	N(kg/t)	Code
Rinder	5,9	11	Rinder	4,4	21
Schafe	6,7	12	Schweine	6,0	22
Schweine	6,0	13	Geflügel		
Biokontrollierte Einstreu für Schweine	10,5		Feuchter Geflügelkot	15	
Ziegen	6,1	17	Vorgetrockneter Geflügelkot	22	31
Pferde	8,2	14	Trockener Geflügelkot	35	32
Geflügel	26,7	15	Kaninchen	8,5	33
		16			34
Analysierter Mist		19	Analysierter Geflügelkot		39
Jauche			Mistkompost		
Tierkategorien	N(kg/t)	Code	Tierkategorien	N(kg/t)	
Rinder	2,4	41	Rinder	6,1	51
Anbindestallhaltung			Analysierter Kompost		59
Sickersaft aus einem Mistplatz	0,6	42			
Analysierte Jauche		49	Andere Düngemittel		99

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 23. Dezember 2014 zur Festlegung der Modalitäten zur Umsetzung und zur Überprüfung der ordnungsgemäßen Ausführung von Ausbringungsverträgen und Kontrolldokumenten als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2014

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz
C. DI ANTONIO

ANLAGE 2 WEIDEVERTRAG

Bezugszeichen des Vertrags: (Verwaltung)

Zwischen dem Übergebenden
einerseits

Und dem Übernehmer
andererseits

In der Eigenschaft als Landwirt	In der Eigenschaft als: Landwirt <input type="checkbox"/> Sonstiges <input type="checkbox"/>																																
Name, Vorname, Gesellschaft:	Name, Vorname, Gesellschaft:																																
Erzeugernummer: <table style="width: 100%; border: 1px solid black;"> <tr> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px; text-align: center;">-</td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> </tr> </table>											-						Erzeugernummer: <table style="width: 100%; border: 1px solid black;"> <tr> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> </tr> </table>																
										-																							
MwSt.- oder ZDU- Nr.:.....	MwSt.- oder ZDU- Nr.:.....																																
Anschrift:.....	Anschrift:.....																																
PLZ:.....Gemeinde:.....	PLZ:.....Gemeinde:.....																																
Tel.:.....Fax:.....	Tel.:.....Fax:.....																																

Menge organischer Düngemittel, die durch die Tierweide übertragen wird.

Der Vertrag bezieht sich auf (die Einschätzung ist mit Hilfe der auf der Rückseite angeführten Tabelle zu machen)

Anzahl der Tiere, die auf der Weide sind: Tierarten (Rinder, Schafe, Ziegen, Pferde, sonstige) Beginn der Weideperiode: Dauer in Tagen (unter 365): Ausgetauschte Stickstoffmenge (in Kilo Stickstoff): Lage der Weiden (nach Wahl: Nr. der Parzelle der letzten Flächenerklärung oder geografische Koordinaten oder Anschrift der Parzelle (Straße oder Ortsname, PLZ und Gemeinde):Tiere /...../20.....TageKilo Stickstoff
---	--

Gültigkeitsperiode

Der vorliegende Vertrag läuft ab dem:

		/			/				2		
--	--	---	--	--	---	--	--	--	---	--	--

und wird für einen Zeitraum von

Jahren (mindestens 1 Jahr und höchstens 3 Jahren) abgeschlossen

Unterschrift der Vertragsparteien

Der Übernehmer und der Übergebende verpflichten sich, die allgemeinen Bedingungen bezüglich der Weideverträge, sowie sie im Ministerialerlass zur Festlegung der Modalitäten zur Umsetzung und zur Überprüfung der ordnungsgemäßen Ausführung von Ausbringungsverträgen und Kontrolldokumenten festgesetzt sind, einzuhalten. Dieser Vertrag ist in keinem Fall ein Landpachtvertrag.

....., den	
Der Übergebende	Der Übernehmer

Tabelle 1^o: Berechnung der verbrachten Stickstoffmengen je Weidevertrag

Tierart	Stickstoffausscheidung/Jahr (a)	Anzahl Tiere	Datum des Eingangs beim Übernehmer (c)	Datum des Ausgangs beim Übernehmer (d)	Anzahl Tage beim Übernehmer (e)	verbrachter Stickstoff = (b) x (a)/365 x (e)
	Kg N/Kopf/Jahr					
Milchkuh	90					
Mutterkuh	66					
Schlachtkuh	66					
Sonstige Rinder, älter als 2 Jahre	66					
Rind, jünger als 6 Monate	10					
Färse, 6 bis 12 Monate alt	28					
Färse, 1 bis 2 Jahre alt	48					
Jungstier, 6 bis 12 Monate alt	25					
Jungstier, 1 bis 2 Jahre alt	40					
Schafe und Ziegen, jünger als 1 Jahr	3,3					
Schafe und Ziegen, älter als 1 Jahr	6,6					
Pferde, schwerer als 600 kg	65					
Pferde, zwischen 200 und 600 kg	50					
Pferde, leichter als 200 kg	35					
	Kg N/Platz/Jahr					
Sau und trächtige Sau	15					
Eber	15					
Mastschwein und Jungsau	7,8					
Mastschwein und Jungsau auf biokontrollierter Einstreu	4,5					
Ferkel (4 bis 10 Wochen alt)	1,9					
Fleischhähnchen (40 Tage alt)	0,27					
Lege- oder Zuchthenne (343 Tage alt)	0,60					
Junghenne (127 Tage alt)	0,27					
Zuchthahn	0,43					
Ente (75 Tage alt)	0,43					
Gans (150 Tage alt)	0,43					
Truthenne, Truthahn (85 Tage alt)	0,81					
Perlhuhn (79 Tage alt)	0,27					
Mutterkaninchen (Zucht + Mast)	3,6					
Mastkaninchen	0,32					
Strauß und Emu	3					
Wachtel	0,04					
Tiere, die Gegenstand einer Abweichung sind und deren Abwässer analysiert worden sind (nur Schweine und Geflügel)	In der Abweichung angegebene Menge (kg N)					
Verbrachte Mengen insgesamt						

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 23. Dezember 2014 zur Festlegung der Modalitäten zur Umsetzung und zur Überprüfung der ordnungsgemäßen Ausführung von Ausbringungsverträgen und Kontrolldokumenten als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2014

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz
C. DI ANTONIO

ANLAGE 4
**DOKUMENT FÜR DIE VERBRINGUNG VON ANDEREN
 ORGANISCHEN STOFFEN ALS TIERDUNG**

Bezugszeichen des Dokuments:

Abschnitt Vormeldung

Erzeuger/Übergebender:	Empfänger/Übernehmer
(Erzeugernummer, Gesellschaft, Anschrift, Tel.)	(Erzeugernummer, Gesellschaft, Anschrift, Tel.)
Transportunternehmer: (Gesellschaft, Anschrift, Tel.)	
Transportdaten: Datum des Transports:	Anzahl von Transporten:
Vorgesehene Menge pro Transport: Tonnen	Vorgesehene Gesamtmenge: Tonnen
Stickstoffgehalt: kg N/T	Vorgesehene Menge an Stickstoff:kg N
Erste Bestimmung: Ausbringung <input type="checkbox"/> Feldlagerung <input type="checkbox"/>	Lagerung auf dem Bauernhof <input type="checkbox"/>
Sonstiges:.....	
Daten über den organischen Stoff:	
Verwendungszeugnisnummer:	Typ des organischen Stoffes:
Verwendungsweise:	Partienummer:
Nummer des Analyseberichts:	
Analytische Daten:	
Vorschriftmäßige Ausbringungsdosis: Tonnen pro ha	Empfohlene Dosis: Tonnen pro ha:
Anwendungsempfehlungen des Erzeugers:	
Durch das Verwendungszeugnis vorgesehene Verwendungseinschränkungen:	
Zusätzliche Verwendungseinschränkungen:	

Abschnitt nachträgliche Meldung

Tatsächlich beförderte Menge in Tonnen:	Tonnen, entspricht	kg N
---	--------------------	------

Unterschrift der Vertragsparteien⁷

, den Der Erzeuger	Für die Aufnahme der Mengen Der Empfänger
---------------------------	--

⁷ Das von beiden Parteien unterschriebene Dokument für die Bewegung wird vom Erzeuger aufbewahrt und wird als Nachweis der tatsächlichen Realisierung der Bewegung dienen.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 23. Dezember 2014 zur Festlegung der Modalitäten zur Umsetzung und zur Überprüfung der ordnungsgemäßen Ausführung von Ausbringungsverträgen und Kontrolldokumenten als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2014

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

ANLAGE 5

**BESCHEINIGUNG FÜR STICKSTOFFERZEUGENDE BETRIEBE,
DIE NIE MEHR ALS 2 500 KG STICKSTOFF ERZEUGT HABEN**

Der folgende landwirtschaftliche Betrieb:

- Erzeugernummer:
- MwSt.-Nr.:
- Anschrift:
- PLZ:
- Gemeinde:

kann als ein stickstofferzeugender landwirtschaftlicher Betrieb betrachtet werden, der angesichts des Artikels R.211, § 7 des Wassergesetzbuches nie mehr als 2 500 kg Stickstoff erzeugt hat.

Die vorliegende Bescheinigung ist vom 1. April bis zum 31. März gültig.

Was die Übergabe von durch den Betrieb erzeugtem Tierdung betrifft, befreit diese Bescheinigung den Erzeuger davon, das durch Artikel R. 211, § 5 bestimmte Dokument zu erstellen.

In Abweichung von Artikel R. 211, § 6 werden die im Rahmen eines Vertrags, der von dem Erzeuger im Besitz dieser Bescheinigung als Übergeber erstellt wurde, ausgetauschten Mengen aufgrund des Vertrags zur Ausbringung von organischen Düngemitteln bestimmt.

Die im Vertrag erwähnten ausgetauschten Mengen werden für die Berechnungskampagne der Bodengebundenheit verbucht, wobei das Datum des Beginns der Vertragslaufzeit mit inbegriffen ist.

Eine Abschrift dieser Bescheinigung wird dem Übernehmer bei Unterzeichnung des Vertrags ausgehändigt. Eine Abschrift dieser Bescheinigung muss auf einfache Anfrage vorgelegt werden.

Der Direktor der Direktion des Bodenschutzes

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 23. Dezember 2014 zur Festlegung der Modalitäten zur Umsetzung und zur Überprüfung der ordnungsgemäßen Ausführung von Ausbringungsverträgen und Kontrolldokumenten als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2014

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2015/27006]

23 DECEMBER 2014. — Ministerieel besluit tot bepaling van de modaliteiten voor de uitvoering van en de controle op de goede uitvoering van de spreidingscontracten en van de opvolgingsdocumenten

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

Gelet op hoofdstuk IV van Boek II van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.167 en D.177, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2007;

Gelet op artikel R.211, § 8, van Boek II van het Milieuwetboek, vervangen bij het besluit van 13 juni 2014;

Gelet op het advies 56.572/2/V van de Raad van State, gegeven op 20 augustus 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het evaluatierapport over de weerslag van het project op de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen, overeenkomstig het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 4 december 2014 ;

Overwegende dat het noodzakelijk is de modaliteiten voor de uitvoering van en de controle op de goede uitvoering van de spreidingscontracten en van de opvolgingsdocumenten te bepalen,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 91/676/EEG van de Raad van 12 december 1991 betreffende de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen wordt bij dit besluit gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. De spreidingscontracten en de opvolgingsdocumenten ingesteld bij artikel R.211 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voldoen aan de voorschriften van dit besluit.

Art. 3. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "overdrager": de natuurlijke of rechtspersoon die organische meststoffen afstaat aan een overnemer;

2° "overnemer": de natuurlijke of rechtspersoon die organische meststoffen van de overdrager aanvaardt;

3° "bestuur": de Directie Bodembescherming van het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Art. 4. § 1. Al naar gelang de ruil betrekking heeft op reeds bestaande dierlijke mest of op dierlijke mest die tijdens de begrazing bij de overnemer wordt geproduceerd, wordt het op een papieren drager opgemaakte spreidingscontract opgesteld overeenkomstig het model bepaald in bijlage 1 of in bijlage 2. Het elektronisch opgemaakte spreidingscontract vermeldt dezelfde informatie.

§ 2. Naast de vermeldingen bedoeld in artikel R.211, § 3, van het Waterwetboek vermeldt het contract de namen en adressen van de overnemer en van de overdrager, hun producentennummers als het gaat om landbouwexploitanten die om een steun vragen, en de ondertekeningen van de contracterende partijen.

Indien één van die elementen ontbrekend is, kan dit contract niet in aanmerking worden genomen door het bestuur.

§ 3. Met het contract verbindt de overdrager zich ertoe om de in dit contract bepaalde hoeveelheid organische meststoffen feitelijk over te dragen aan de overnemer die zich ertoe verbindt de eigendom ervan te aanvaarden.

§ 4. De andere organische meststoffen dan de dierlijke mest maken het voorwerp uit van een contract dat de in artikel R.211, § 3, van het Waterwetboek vermeldt.

Art. 5. § 1. Wanneer het spreidingscontract m.b.t. de dierlijke mest elektronisch wordt opgemaakt, wordt het in twee exemplaren gedrukt na de overmaking ervan door de overdrager op het daartoe door het bestuur ter beschikking gestelde elektronische adres. Die gedrukte versie wordt door beide partijen ondertekend. Een van de getekende exemplaren is in het bezit van de overdrager en de andere van de overnemer. Het contract mag beginnen te lopen op de dag waarop het overgemaakt wordt aan het bestuur.

Het elektronisch opgemaakte spreidingscontract heeft dezelfde duur als het op een papieren drager opgemaakte spreidingscontract, zoals bepaald in artikel R.211 van het Waterwetboek, namelijk minimum één jaar en maximum drie jaar.

§ 2. De overdrager stelt het ondertekende exemplaar van het contract onmiddellijk en op gewoon verzoek ter beschikking van het bestuur. Hij behoudt het drie jaar na het verstrijken van het contract.

§ 3. Er mag geen overdracht van organische meststoffen verricht worden voordat het contract begint te lopen.

Het geheel van de overdachten heeft betrekking op de aangelegenheid bedoeld in het contract en wordt verricht tijdens de geldigheidsduur ervan.

Art. 6. § 1. Mits een bij aangetekend schrijven of bij elk ander middel dat de verzending bevestigt, betekende opzegging kan elke van de partijen eenzijdig een einde maken aan het contract.

Het bestuur krijgt een afschrift van die opzegging.

De minimale duur van de opzegging is één jaar behalve bij overmacht of in geval van een onvoorziene gebeurtenis die onafhankelijk is van de wil van de overdrager of de overnemer.

In dit geval wordt de overmacht of het evenement schriftelijk aan de andere partij meegedeeld binnen drie maanden waarin het plaatsgevonden heeft.

§ 2. In geval van onregelmatigheid vastgesteld in de uitvoering van dit contract wordt het bestuur er zo spoedig mogelijk in kennis daarvan gebracht.

Art. 7. § 1. Het opvolgingsdocument gaat gepaard met de overdracht van de organische meststof van de overdrager aan de overnemer.

§ 2. Het opvolgingsdocument m.b.t. de overdracht van dierlijke mest wordt op een papieren drager of elektronisch opgemaakt.

Het omvat :

- een gedeelte over de voorafgaande kennisgeving van de overdracht van een bepaalde hoeveelheid dierlijke mest die het voorwerp uitmaakt van een spreidingscontract; het model daarvan wordt in bijlage 3 bepaald;

- een gedeelte over de latere kennisgeving om te bevestigen dat de hoeveelheid dierlijke mest wel overgedragen is; het model daarvan wordt in dezelfde bijlage bepaald.

Het elektronisch opgemaakte document vermeldt dezelfde informatie als het op een papieren drager opgemaakte document en omvat de door het bestuur gekende en voorgeregistreerde informatie.

§ 3. Het opvolgingsdocument m.b.t. de overdracht van andere organische meststoffen wordt op een papieren drager of elektronisch opgemaakt.

Het omvat :

- een gedeelte over de voorafgaande kennisgeving van de overdracht van een bepaalde hoeveelheid organische meststoffen die het voorwerp uitmaakt van een spreidingscontract, waarvan het model in bijlage 4 wordt bepaald;

- een gedeelte over de latere kennisgeving om te bevestigen dat de hoeveelheid organische meststoffen wel overgedragen is; het model daarvan wordt in dezelfde bijlage bepaald.

Art. 8. Wanneer het opvolgingsdocument op een papieren drager wordt opgemaakt, wordt het gedeelte over de voorafgaande kennisgeving behoorlijk ingevuld en per fax aan het bestuur overgemaakt binnen twee werkdagen voor de overdracht.

Wanneer het opvolgingsdocument elektronisch wordt opgemaakt, wordt het gedeelte over de voorafgaande kennisgeving aan het bestuur overgemaakt voor het begin van de overdracht en minstens 3 uur voor het begin van de overdracht in geval van gier bestemd om op de hoeve opgeslagen te worden.

Een afschrift van het opvolgingsdocument waarvan het gedeelte over de voorafgaande kennisgeving wordt ingevuld, wordt in elk voertuig waarmee de overdracht tussen de overdrager en de overnemer wordt verricht, geplaatst.

Art. 9. § 1. Na de overdracht wordt het gedeelte over de latere kennisgeving elektronisch of op een papieren drager ingevuld.

Naast de bevestiging dat de overdracht volgens de bevestigde modaliteiten plaatsgevonden heeft, vermeldt het gedeelte over de latere kennisgeving de werkelijk vervoerde hoeveelheden.

§ 2. Wanneer het gedeelte over de latere kennisgeving van het opvolgingsdocument op een papieren drager ingevuld wordt, wordt het bij schrijven of per fax in de vormen bepaald in artikel R.211, § 5, van het Waterwetboek aan het bestuur overgemaakt.

Artikel R.211, § 6, van het Waterwetboek is van toepassing bij gebrek aan de inlichtingen vermeld in § 1 alsook indien ze niet binnen de voorgeschreven termijnen overgemaakt worden.

§ 3. Wanneer het gedeelte over de latere kennisgeving van het opvolgingsdocument elektronisch wordt ingevuld, wordt het door beide partijen gedrukt en ondertekend.

Met het oog op een verificatie stelt de overdrager het ondertekende exemplaar van het opvolgingsdocument onmiddellijk en op gewoon verzoek ter beschikking van het bestuur. Het behoudt het volgens de voorschriften van artikel R.211, § 5, van het Waterwetboek.

§ 4. Het bestuur kan op elk ogenblik en bij elk middel dat het nuttig acht nagaan of de meegeleverde overdracht werkelijk plaatsgevonden heeft.

Art. 10. Het bestuur stuurt jaarlijks een attest betreffende de vrijstelling van de in artikel R.211, §§ 5 en 6 bedoelde verplichtingen volgens het in bijlage 5 bedoelde model aan de overdragende landbouwbedrijven. Een afschrift van dit attest wordt bij de ondertekening van het contract aan de overnemer overgemaakt. Een afschrift van het attest moet op gewoon verzoek overgelegd worden.

Art. 11. De voor de inwerkingtreding van dit besluit gesloten contracten blijven geldig tot het verstrijken ervan en uiterlijk tot 31 december 2017 of tot hun opzegging door één van beide partijen, volgens de modaliteiten bepaald in artikel 4.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2015.

Tot de inwerkingtreding van het besluit betreffende de compost en digestaten op of in de grond moeten de andere organische meststoffen dan de dierlijke mest het voorwerp uitmaken van een contract zoals bedoeld in artikel 4, § 4.

Namen, 23 december 2014.

BIJLAGE 1

SPREIDINGSCONTRACT VAN ORGANISCHE MESTSTOFFEN

Referentie van het contract (bestuur)

Tussen, enerzijds, de
overdragerEn anderzijds, de
overnemer

Optredend als : Landbouwer <input type="checkbox"/> Verwerkingsinstallatie <input type="checkbox"/> Andere <input type="checkbox"/>	Optredend als : Landbouwer <input type="checkbox"/> Verwerkingsinstallatie <input type="checkbox"/> Andere <input type="checkbox"/>
Naam, voornaam, maatschappij :	Naam, voornaam, maatschappij :
Producentnr.: -	Producentnr.: -
BTW-nr. of KBO-nr.	BTW-nr. of KBO-nr.
Adres:.....	Adres:.....
PC :..... Gemeente :.....	PC :..... Gemeente :.....
Tel :..... Fax:.....	Tel :..... Fax:.....

Over te brengen hoeveelheid organische meststoffen

Het contract heeft jaarlijks betrekking op de volgende hoeveelheden (schatting te maken aan de hand van de tabel op de achterzijde)

	Kg stikstof, overeenstemmend met		ton ¹	Code	
	Kg stikstof, overeenstemmend met		ton ¹	Code	
	Kg stikstof, overeenstemmend met		ton ¹	Code	

Geldigheidsduur

Dit contract begint te
lopen op :

	/		/	20	
--	---	--	---	----	--

en wordt gesloten voor een
periode van

	jaar (minstens 1 jaar en hoogstens 3 jaar)
--	---

¹
Type mest

Handtekening van de contractpartners

De overnemer en de overdrager verbinden zich ertoe alle voorschriften die hen betreffen inzake stikstofbeheer en de algemene voorwaarden in verband met de spreidingscontracten na te leven die bij het ministerieel besluit van 23 december 2014 tot bepaling van de modaliteiten voor de uitvoering en de controle van de goede uitvoering van de spreidingscontracten en van de opvolgingsdocumenten worden bepaald.

Opgemaakt teop	
De overdrager	De overnemer

Nota : Elke partij kan de overeenkomst eenzijdig beëindigen middels een opzegtermijn die wordt betekend per aangetekend schrijven of op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

Het Bestuur ontvangt een afschrift van deze opzegtermijn.

De opzegtermijn duurt minstens een jaar behoudens overmacht of onvoorzienbare gebeurtenis en onafhankelijk van de wil van de overdrager of van de overnemer.

In geval van geschil zijn de territoriaal bevoegde rechtbanken degene die bij het Gerechtelijk wetboek worden aangewezen.

Indicatieve tabel van de gemiddelde stikstofsamenstelling van dierlijke mest en desbetreffende codes

Mest			Aal of zuivere pluimveemest		
Categorieën dieren	N (kg/t)	Code	Categorieën dieren	N (kg/t)	Code
Runderen	5,9	11	Runderen	4,4	21
Schaapachtigen	6,7	12	Varkensachtigen	6,0	22
Varkensachtigen	6,0	13	Pluimvee		
Biobeheerst strobed van varkens	10,5		Zachte mest	15	
Geitachtigen	6,1	17	Voorafgedroogde zuivere pluimveemest	22	31
Paardachtigen	8,2	14	Gedroogde zuivere pluimveemest	35	32
Pluimvee	26,7	15	Konijnen	8,5	33
		16			34
Onderzochte meststoffen		19	Onderzochte pluimveemest		39
Gier			Mestcompost		
Categorieën dieren	N (kg/t)	Code	Categorieën dieren	N (kg/t)	
Runderen			Runderen	6,1	51
Gekluisterde stalhouding	2,4	41	Onderzochte compost		59
Afvloeijsel uit mestvaalt	0,6	42			
Onderzochte gier		49	Andere meststoffen		99

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 december 2014 tot bepaling van de modaliteiten voor de uitvoering en de controle van de goede uitvoering van de spreidingscontracten en van de opvolgingsdocumenten.

Namen, 23 december 2014.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Tabel 1 : Berekening van de hoeveelheden stikstof die bij begrazingscontract worden overgedragen

Soorten Dieren	Stikstof-uitscheiding/jaar (a)	Aantal dieren (b)	Datum van ingang bij de overnemer (c)	Datum van vertrek uit de overnemer (d)	Aantal dagen bij de overnemer (e)	Overgedragen stikstof = (b) x (a)/365 x (e)
	kg N/hoofd.an					
Melkkoe	90					
Zoogkoe	66					
Afgedankte koe	66					
Ander rund van meer dan 2 jaar	66					
Rund van minder dan 6 maanden	10					
Vaarskalf van 6 tot 12 maanden	28					
Vaarskalf van 1 tot 2 jaar	48					
Stierkalf van 6 tot 12 maanden	25					
Stierkalf van 1 tot 2 jaar	40					
Schaap- en geitachtigen van minder dan 1 jaar	3,3					
Schaap- en geitachtigen van meer dan 1 jaar	6,6					
Paardachtige van meer dan 600 kg	65					
Paardachtige tussen 200 en 600 kg	50					
Paardachtige van minder dan 200 kg	35					
	kg N /plaats.an					
Zeug en drachtige zeug	15					
Beer	15					
Mestvarken en gelt	7,8					
Mestvarken en gelt op biobeheerst strobed	4,5					
Biggetje (4 tot 10 weken)	1,9					
Vleeskip (40 dagen)	0,27					
Leg-of kweekkip (343 dagen)	0,60					
Kippetje (127 dagen)	0,27					
Kweekhaan	0,43					
Eend (75 dagen)	0,43					
Gans (150 dagen)	0,43					
Kalkoen, kalkoenhaan (85 dagen)	0,81					
Parelhoen (79 dagen)	0,27					
Moederkonijn (teelt + fokken)	3,6					
Mestkonijnen	0,32					
Struisvogel en emoe	3					
Kwartel	0,04					
Dieren die het voorwerp uitmaken van een afwijking en waarvan de mest onderzocht is (alleen varkens en pluimvee)	Hoeveelheid (kg N) vermeld in de afwijking					
Totaal van de overgedragen hoeveelheden						

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 december 2014 tot bepaling van de modaliteiten voor de uitvoering en de controle van de goede uitvoering van de spreidingscontracten en van de opvolgingsdocumenten.

Namen, 23 december 2014.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE 4
DOCUMENT VOOR DE OVERDRACHT VAN ANDERE ORGANISCHE
STOFFEN DAN DIERLIJKE MEST

Referentie van het document :

Gedeelte voorafgaande kennisgeving

Producent/Overdrager : (Pducent-nr., maatschappij, adres, tel.)	Afnemer/Overnemer : (Pducent-nr., maatschappij, adres, tel.)
Vervoerder : (maatschappij, adres, tel.)	
Gegevens i.v.m het vervoer: datum van het vervoer : Aantal reizen : Hoeveelheid bepaald per reis : ton Totale voorziene hoeveelheid: ton Gehalte aan stikstof: Kg N/t Voorziene hoeveelheid stikstof:kg N Eerste bestemming : Spreiding <input type="checkbox"/> Opslag op het veld <input type="checkbox"/> Opslag op de hoeve <input type="checkbox"/> Autre :	
Gegevens i.v.m het stof : Nr. van het Gebruikscertificaat : Soort stof : Gebruikswijze : Nr. van de partij : Nr. van het analysebulletin : Analytische gegevens : Reglementaire spreidingsdosering Ton per ha Aanbevolen dosering : Ton per ha Door de producent aanbevolen gebruiksaanbevelingen : Gebruiksbeperkingen bedoeld bij het gebruiksstest : Bijkomende gebruiksbeperkingen :	

Gedeelte latere kennisgeving

Reëel vervoerde hoeveelheden in ton:	ton overeenstemmend met	kg N
--------------------------------------	-------------------------	------

Handtekening van de contractpartners⁷

Gedaan te op De producent	Voor ontvangst van de hoeveelheden De afnemer
----------------------------------	--

⁷ Het document betreffende de overdracht, ondertekend door beide partijen, wordt bewaard door de producent en zal worden gebruikt als bewijsstuk van de effectieve uitvoering van de overdracht

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 december 2014 tot bepaling van de modaliteiten voor de uitvoering en de controle van de goede uitvoering van de spreidingscontracten en van de opvolgingsdocumenten.

Namen, 23 december 2014.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

BIJLAGE 5

**ATTEST VOOR BEDRIJVEN DIE STIKSTOF VOORTBRENGEN DIE NOOIT MEER
DAN 2.500 KG STIKSTOF HEBBEN VOORTGEBRACHT**

Het volgende landbouwbedrijf :

- Producentnummer ;
- BTW-nummer :
- Adres:
- PC:
- Gemeente :.....

kan worden beschouwd als een landbouwbedrijf die stikstof voortbrengt die nooit meer dan 2.500 kg stikstof heeft voortgebracht t.o.v. artikel R. 211, §7, van het Waterwetboek.

Dit attest is geldig van 01 april tot 31 maart

Voor wat betreft de afstand van de meststoffen voortgebracht door zijn bedrijf, ontslaat dit attest deze uitbater van het landbouwerbedrijf van het opvolgingsdocument bedoeld bij artikel R. 211 §5.

In afwijking van artikel R. 211, §6, zal het in overweging nemen van de uitgewisselde hoeveelheden in het kader van het contract opgesteld als overdrager door de uitbater die houder is van dit attest gelijk zijn aan de hoeveelheden vermeld in het spreidingscontract van organische meststoffen.

De uitgewisselde hoeveelheden vermeld in het contract zullen in aanmerking worden genomen voor de berekening van het grondgebondenheidscijfer, ingangsdatum van het contract inbegrepen.

Bij de ondertekening van het contract wordt een afschrift van dit attest overgemaakt aan de overnemer. Een afschrift van dit attest moet op eenvoudige aanvraag worden voorgelegd.

De Directeur van de Directie Bodembescherming

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 december 2014 tot bepaling van de modaliteiten voor de uitvoering en de controle van de goede uitvoering van de spreidingscontracten en van de opvolgingsdocumenten.

Namen, 23 december 2014.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO